



LE JAURÈS

LE JOURNAL DES COMMUNISTES DU 19^e ARRONDISSEMENT



N°3 - NOVEMBRE 09

Édito

Amplifions la résistance !

La crise est là : le chômage, la précarité, la détresse au travail qui va jusqu'au suicide, les atteintes aux libertés, le travail du dimanche, la privatisation des services publics, l'agriculture, l'environnement... Nous la subissons tous de plein fouet. Pourtant, Sarkozy et sa majorité UMP continuent leur politique au service des marchés financiers. Des milliards d'euros sont mobilisés pour les banques. Les entreprises du CAC 40 vont réaliser, en 2009, 60 milliards d'euros de bénéfices alors qu'il y aura 700 000 chômeurs de plus en décembre. Les avantages fiscaux pour les plus riches (suppression de la taxe professionnelle, maintien du bouclier fiscal) et la taxe carbone pour le peuple.

Même cause mêmes effets : loin de combattre la crise, ces mesures préparent une crise plus grave encore ! Cette politique est massivement contestée. Chaque jour, des travailleurs sont en luttés : pour le maintien de l'emploi, de l'activité industrielle, pour leur dignité comme les travailleurs de TFN ou du chantier du tramway Porte des Lilas dans le 19^e, pour de meilleures conditions de travail comme à France Télécom... Plus de 2 millions de concitoyens ont exigé un référendum sur la poste et continuent avec la signature d'une carte postale à l'adresse du Président de la République.

Assez ! Ce dont nous avons tous besoin, c'est d'une politique différente pour changer nos vies. Pas d'arrangement, avec la politique libérale, pas d'écologie au rabais, pas de primaires, pas d'alliance au centre, ce qu'il faut c'est : un changement des critères d'utilisation de l'argent, la démocratisation du pouvoir dans tous les domaines et une gauche avec un projet clair et combatif, pour faire face aux urgences sociales et environnementales. C'est la proposition que fait le PCF en invitant tous ceux qui veulent rompre avec les logiques libérales à rejoindre le Front de Gauche. Les élections régionales de mars 2010 seront l'occasion de faire avancer ce front. Sarkozy veut faire de ce scrutin un tremplin pour vassaliser les collectivités locales et bâillonner la démocratie au travers de la réforme des collectivités locales... nous ne le laisserons pas faire.

Gérard Pelois,
secrétaire de la section
PCF Paris 19^e

DEFENSE DE LA POSTE

POUR UN SERVICE 100% PUBLIC



A l'heure de la crise, la droite entend précipiter la poste dans les bras de la Bourse, loin des besoins de la population. Lors du référendum populaire le 3 octobre, plus de deux millions de Français ont dit Non à la privatisation ! Pour répondre aux exigences, le PCF propose un autre projet pour le service public postal.

Entretien avec Jean-Philippe Gillet, animateur de la section d'entreprise des postiers communistes de Paris.

Comment expliquer une telle mobilisation des citoyens pour la poste ?

Jean-Philippe Gillet. La mobilisation se nourrit d'une volonté forte des citoyens d'être partie prenante dans un débat qui les touche de près. A cet égard, le 19^e arrondissement subit de plein fouet la dégradation du service public postal. Notamment avec la réduction massive de l'emploi : 15 emplois sur 8 bureaux supprimés dans l'arrondissement, ainsi que 24 au centre de distribution de l'arrondissement, et 14 tournées de facteurs disparues. Avec pour conséquences : des attentes plus longues aux guichets, la suppression de positions dédiées aux opérations financières, etc.

Quelles incidences aura le changement de statut La Poste voulu par la droite ?

Jean-Philippe Gillet. Ce projet vise purement et simplement à la privatisation de la poste. Il poursuit la politique de

libéralisation que nous subissons depuis plusieurs années. Les exemples ne manquent pas : EDF/GDF, France Télécom, Air France, ... En outre, cette réforme s'attaque frontalement au statut du personnel qui, seul, permet de garantir un service de qualité, et constitue un rempart contre les tentatives de clientélisme. La disparition de ce statut aurait des conséquences dramatiques pour les missions de service public de la poste.

Quel projet pour la poste peut alors répondre aux besoins des citoyens ?

Jean-Philippe Gillet. Postiers communistes, nous militons activement pour cet triptyque : le statut public de l'entreprise, ses missions de service public et le statut de son personnel. C'est pourquoi nous exigeons une poste 100% publique, ayant le monopole des activités postales. Nous vou-

lons maintenir l'unité de la poste autour de ses trois pôles d'activités : courriers, colis et services financiers. Nous défendons le statut de la fonction publique, en lien avec l'exigence populaire d'une véritable sécurité d'emploi et du droit à la formation tout au long de la vie. Aussi, nous proposons la construction de nouveaux critères de gestion de l'entreprise postale, fondés sur l'égalité d'accès aux moyens de communication, le niveau et la qualité du service offert, la contribution à l'aménagement du territoire, à l'emploi qualifié et au progrès social. Enfin, nous voulons la création d'un pôle public financier, sous contrôle citoyen, auquel participerait la banque postale. Ce pôle aurait pour mission de mobiliser l'argent public au service de l'emploi, la formation et le logement.

Propos recueillis par Benoît Pradier

Solidarité

Grève des travailleurs sans-papiers : acte 2

Après la première vague de grèves de travailleurs sans papiers en 2008, qui s'est soldée dans le 19^e par la victoire, notamment, des salariés de Fabio Lucci, une seconde vient d'être déclenchée... avec plus de 3 200 grévistes.

Malgré la fragilité de leur situation dans laquelle sont ces salariés, nombreux se lancent dans la lutte pour leur régularisation, avec une grande détermination. En conséquence, cela suscite, dans le camp capitaliste, une riposte d'une rare violence, à la hauteur du danger que représente, pour ce système, la solidarité de ces travailleurs pour défendre leurs droits. Dans le 19^e, les salariés de l'entreprise TFN ont été gazés et mordus, par des chiens lâchés par les vigiles, pour avoir occupé le site du 110 rue de l'Ourcq. Des sans papiers, intérimaires de la société SELPRO, occupent, depuis le 12 octobre, le chantier du tramway à la Porte des Lilas, et sont menacés chaque jour d'expulsion.

Alors que la répression s'amplifie, il apparaît de plus en plus flagrant que l'aliénation subie par les sans papiers est une occasion rêvée, pour le patronat, de casser les solidarités entre travailleurs et d'accentuer la pression sur les salaires et les conditions de travail.

Cette lutte est d'autant plus gênante pour les défenseurs de l'idéologie capitaliste qu'elle remet en cause certains préjugés sur les immigrés clandestins : des parasites soi disant en France pour bénéficier des protections sociales, ou encore des victimes sans ressources demandant la charité.

Cette lutte pour l'émancipation, cette prise en main de leur



Les intérimaires de la Porte des Lilas

avenir par des travailleurs placés dans une situation telle qu'elle pourrait couper court à toute révolte, est un immense encouragement pour l'ensemble des travailleurs. Qu'il s'agisse de la réappropriation de certains droits ou du gain de nouveaux droits. Cette lutte comme toutes celles des travailleurs doit nous redonner espoir en notre capacité d'action.

Cette lutte pour la dignité et les droits des travailleurs est celle de tous les exploités. Le PCF s'engage fièrement dans cette bataille des travailleurs pour leurs droits, leur liberté de circuler et de se construire où ils le souhaitent.

Chloé Barbier,
Élue du 19^e arrondissement

Ne pas jeter sur la voie publique



MARDI 17 NOVEMBRE

À 19H/ Entrée libre
Siège national du PCF
2, place du Colonel Fabien
avec
Nicole Borvo,
sénatrice de Paris
Jean-Marc Durand,
économiste

RÉFORME DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Quel avenir pour la démocratie locale et les services publics ?
Quelles politiques alternatives ?

MARDI 24 NOVEMBRE

À 19H/ Entrée libre
Préau de l'école
119 av. Simon Bolivar
avec
Jean Vuillermoz,
Conseiller de Paris

"GRAND PARIS" QUEL PROJET ?

La métropole parisienne est au coeur du projet libéral de la droite sarkozyste. Quel projet pour tous les Franciliens ?



Parti communiste français Paris 19^e

121 rue Manin

Tél. : 01 42 08 67 08

Courriel : pcf-19e@orange.fr

www.paris19.pcf.fr

EN BREF ...**Dates des conseils d'arrondissement**

16 novembre et 7 décembre

Dates des prochains conseils de quartier

Bassin de la Villette : 17 novembre
 Flandre Aubervilliers : 24 novembre
 Porte des Lilas : 16 décembre
 Bas-Belleville : 17 décembre

Les « Archis » font leur rentrée

En travaux depuis 2005, l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville (ENSAPB) a réouvert ses portes. Une présentation a été effectuée lors du dernier conseil de quartier Bas-Belleville. Cet ancien lycée technique de 14 200 m², situé au 60 boulevard de la Villette, a été remodelé par l'architecte Jean-Paul Philippon, auteur notamment du Musée d'Art et d'Industrie de Roubaix et de la reconversion de la gare d'Orsay en musée. Lors de la rentrée 2009, 156 étudiants y sont inscrits en première année, encadrés par 56 enseignants titulaires.

Pour en savoir plus, une "journée portes ouvertes" est organisée par l'ENSAPB, le 21 novembre prochain.



L'ENSAPB

9 novembre 1989,**20 ans après, les défis d'un nouveau monde**

Le 9 novembre 1989, le mur de Berlin s'effondre... C'est l'échec définitif d'une expérience d'alternative au capitalisme, qui aura finalement tourné le dos à l'espoir soulevé au début du XXe siècle. Aujourd'hui, le monde entier tourne une page et entre dans une nouvelle époque. Les partisans du capitalisme proclament la fin de l'histoire. Pourtant, 20 ans après, le bilan de l'hégémonie capitaliste sur le monde est là : le système est entré dans une crise globale et planétaire très profonde. Les communistes français poursuivent leur combat pour un avenir de liberté et d'égalité. L'histoire n'est pas finie...

Une rencontre publique se déroulera, le 9 novembre, au siège national du PCF, 2 place du Colonel Fabien, de 18h30 à 20h30. Marie-George Buffet, secrétaire nationale du PCF, présidera cette soirée à laquelle contribueront plusieurs personnalités tels que Gregor Gysi (président du groupe Die Linke au Bundestag), ainsi que Hans Modrow (premier ministre de la RDA de novembre 1989 à mars 1990), Mirek Prokes (porte-parole des étudiants tchécoslovaques en 1968), et beaucoup d'autres représentants de la gauche européenne.

👉 Sport pour tous**DONNER UN NOUVEAU SOUFFLE AU 19e**

Les communistes font du "sport pour tous" une véritable ambition politique. Avec la majorité parisienne, ils s'opposent fermement au désengagement de l'État, mené par la droite au profit d'un sport purement élitiste.

Le 17 octobre, nous avons inauguré le centre sportif Michelet, 73/77 rue Curial. Il s'agit d'un nouvel espace de pratiques sportives dans un quartier « politique de la ville ». C'est un signe fort de la Ville envers les habitants de ce quartier en plein renouvellement.

Une salle de danse, une salle de boxe avec en annexe un espace musculation, un terrain de basket et un terrain de football en synthétique... C'est une vraie bouffée d'oxygène pour les jeunes du quartier, les établissements scolaires, les associations et clubs du 19e. De nouvelles pratiques seront proposées dans ce site : de la Capoeira à la boxe anglaise, du Kung Fu au Chi Cong, du hip hop à la danse orientale... Et cela à la faveur des plus jeunes comme des plus âgées.

A l'image de cette journée, la Municipalité répond, depuis deux mandatures, avec cohérence et ambition

aux besoins des habitants du 19e. Des nouveaux terrains sportifs comme les TEP Barbanègre et Reverdy, le practice Golf Tandou, le Gymnase Curial (ouverture janvier 2010), sans oublier le Stade Ladoumègue (fin des travaux en 2013) témoignent de la volonté politique d'offrir aux habitants des installations sportives de qualité.

En opposition à cette conception, la politique menée par Sarkozy et son ministère de « la santé », se désengage complètement des valeurs du sport amateur, populaire et scolaire,



Le TEP Michelet

qui ont depuis toujours fait la richesse et le succès du sport dans notre pays. Il s'agit d'une politique qui fragilise les structures sportives de proximité : suppression des Directions Départementales de la Jeunesse et des Sports, et de certains Centres régionaux d'éducation populaire et des sports (CREPS). C'est aussi une politique gouvernementale centralisée sur le soutien économique au sport de haut niveau et qui oublie le rôle fondamental joué par les associations sportives et les clubs dans notre société.

Dans notre arrondissement, comme dans Paris, les élus communistes et la majorité de gauche opèrent au contraire, pour un développement du sport populaire et de proximité, en soutenant les clubs et les associations qui revendiquent leur rôle dans le domaine de la santé, de la prévention, de l'éducation et de la formation professionnelle.

Sergio Tinti
 Adjoint au Maire du 19e, chargé des Sports

Crise**Agir pour l'emploi des jeunes**

Avec la crise, le chômage a explosé. En décembre, il atteindra 700 000 personnes, rien qu'en France. Et les premières victimes sont les jeunes.

À Paris, le chômage des jeunes a augmenté de 32% depuis l'année dernière, selon les récents chiffres du Pôle Emploi. Dans les quartiers populaires, le constat est alarmant : le chômage a augmenté de 57% en zones urbaines sensibles (ZUS). Selon l'OCDE, Paris est la 23e ville en Europe pour l'emploi des jeunes. Paris, capitale du chômage ?

Aujourd'hui, un jeune doit passer par un sas de précarité de dix ans avant de trouver une situation stable, alternant emplois précaires et chômage. Pas étonnant alors qu'une enquête du CREDOC révèle qu'à peine 26% des 15-25 ans ont confiance en l'avenir. Selon cette enquête, seuls 27% pensent qu'ils auront un bon travail par la suite.

Face à ce constat, la principale réponse de la droite a été d'abaisser l'âge des bénéficiaires du RSA aux moins de 25 ans. Loin de répondre aux exigences d'emploi et de formation des victimes de la crise, le gouvernement préfère continuer les cadeaux aux patrons en abaissant les contributions sociales et bientôt territoriales, avec la suppression de la taxe

professionnelle. Au contraire, avec son livre vert, la droite n'a pas abandonné l'idée de faire des jeunes une main d'œuvre bon marché, corvéable à merci, à l'image du contrat premier embauche (CPE), qu'une formidable mobilisation populaire a réussi, en 2006, à repousser.

Il y a urgence ! Les communistes proposent une politique économique et sociale innovante et ambitieuse, afin d'éradiquer la précarité et le chômage. Le PCF propose un grand plan pour l'accès à l'autonomie des jeunes. Il comporterait notamment la création d'allocations d'étude et de recherche du premier emploi, la gratuité des transports, une aide au logement, etc. En outre, les communistes militent pour une sécurisation de l'emploi et de la formation. Une véritable sécurité sociale des parcours professionnels permettrait à chaque salarié de pouvoir alterner emploi et formation tout au long de sa vie, avec un revenu élevé garanti et sans passer par la case chômage. Elle serait rendue possible par la création de fonds publics, sous maîtrise citoyenne, alimentés par des contributions sociales, revalorisées, des acteurs financiers (entreprises, banques, capitaux, etc.).

Charlotte Balavoine

Mémoire**Charles Michels, résistant communiste, fusillé le 22 octobre 1941**

Tous les Parisiens connaissent la station de métro Charles Michels ainsi que la place du même nom dans le 15e arrondissement mais beaucoup ne savent peut-être pas que c'est aussi le nom d'un martyr de la Résistance à l'occupant nazi qui habitait dans le 19e arrondissement.

Jeudi 22 octobre, devant l'immeuble du 51 de la rue des Bois où Charles Michels a habité, une petite cérémonie a rendu hommage à ce grand résistant, fusillé ce même jour de 1941 à Châteaubriant avec 26 autres de ses camarades dont Guy Moquet et Jean-Pierre Timbaud. Participaient à cet hommage, la mairie du 19e, l'amicale de Châteaubriant, l'ANACR du 19e, le PCF, le comité d'entente des anciens combattants du 19e, etc.

Ouvrier dans l'industrie de la chaussure, Charles Michels adhère au Parti Communiste Français en 1926, il a 23 ans. Trois ans plus tard, il devient le secrétaire de la Fédération CGT des

cuirs et peaux. Le 3 mai 1936, il est élu député de Paris, avec 58,6% des voix. Cet engagement fera de lui un des acteurs principaux du Front Populaire.

Mobilisé en septembre 1939 et démobilisé le 20 juillet 1940, il entre immédiatement en Résistance contre l'occupant. Très connu, il est assez vite repéré et, alors qu'il s'apprête à passer dans la clandestinité, il est arrêté le 5 octobre 1940 puis interné à Aincourt, puis à Fontevault et au bagne de Clairvaux en février 1941.

Il sera transféré au mois de mai au camp de Choiseul à Châteaubriant. Il est alors membre du comité clandestin du camp et prépare l'évasion de quatre

de ses camarades en juin 1941. En représailles d'une action portée par la Résistance contre des troupes allemandes, il sera fusillé, aux côtés de 26 autres otages du camp de Châteaubriant et 21 otages à Nantes et à Paris, par l'occupant nazi, avec la complicité du gouvernement collaborateur de Vichy. Il a alors 38 ans.

Ce jeudi 22 octobre 2009, des cérémonies commémoratives ont également eu lieu dans le 15e arrondissement ainsi qu'au cimetière du Père Lachaise en souvenir des fusillades de Châteaubriant.

Jean-Pierre Jardin
 et Robert Endewelt